



Marseille, le 9 avril 2020

Déclaration de l'Union Départementale CGT 13

SERVICES PUBLICS

La pandémie mondiale de COVID 19 a entraîné sur toute la planète, l'instauration de mesures exceptionnelles pour tenter de limiter la contagion. Depuis 3 semaines, notre pays vit sous la consigne du confinement. Comme à son habitude, le patronat, soutenu par le gouvernement, pousse à la reprise de l'activité, dans le but de maintenir ses profits. Les exemples sont nombreux dans le département dans des secteurs comme l'aéronautique, l'automobile, le bâtiment, etc...

Depuis le début, la CGT exige que seules les activités essentielles soient maintenues, dans le but d'éviter la contagion, et de préserver la vie des travailleurs et des populations. Et une fois de plus, nos services publics montrent qu'ils sont essentiels, non seulement à la permanence de la nation, au fonctionnement de la République et de ses infrastructures, mais à la survie même des populations.

L'heure du bilan n'est pas encore venue, mais le 1^{er} enseignement de cette période confirme bien que tout ce qui fonctionne encore dans notre pays le peut en grande partie grâce à nos services publics. L'UD CGT 13 tient ici à saluer la conscience et l'engagement, dans des conditions souvent difficiles, de tous les personnels, titulaires ou pas, de nos services publics. Ils font face au quotidien aux conséquences des politiques menées depuis des décennies et qui ont considérablement affaibli nos services publics.

Car si cette épidémie est devenue une crise sanitaire majeure, c'est bien parce que depuis longtemps, les choix gouvernementaux ont diminué les moyens d'intervention et de régulation de ses activités essentielles. Sans faire ici une liste exhaustive, quelques exemples sont particulièrement révélateurs.

Ainsi, depuis des années, la recherche publique, y compris fondamentale, est sortie des priorités des différents gouvernements. Nombre de chercheurs ont alerté sur la baisse des financements et la course à la publication. Quelques jours avant le confinement, les personnels des universités et de la recherche étaient d'ailleurs très fortement mobilisés contre la LPPR (Loi de Programmation Pluriannuelle de la Recherche). Ceci a bien sûr très fortement affaibli notre capacité de réaction face à ce nouveau virus.

.../...

Concernant les activités quotidiennes, les différentes réformes qui ont frappé nos services publics ont, elles aussi, affaibli leur possibilité d'agir. Ainsi, pour le rail, l'acheminement des produits ne se fait plus actuellement que par le FRET PUBLIC SNCF. Le FRET privé ne roule plus. Les millions de tonnes de marchandises que la réforme ferroviaire avait abandonnés au privé et les innombrables fermetures de lignes (ex le « train des primeurs ») entraînent de grandes difficultés sur les acheminements. De même, les réseaux de télécommunication publics, qui s'avèrent vitaux dans ces temps de confinement et de télétravail, sont soumis à d'extrêmes tensions à la suite d'années de mise en concurrence et de privatisations effrénées. Quant à la production et la distribution de l'énergie, la résistance des travailleurs a permis que, pour l'instant, ce qui reste de ces services publics parvient encore à faire face aux besoins des populations.

Enfin, la situation dans laquelle les différentes réformes ont mis les hôpitaux publics est sans doute celle qui saute le plus aux yeux. Alors que d'aucun s'accordait à dire que notre système de soins et nos infrastructures de santé, issus de la Libération, étaient les meilleurs au monde (comme si là aussi, il était question de compétition), cette pandémie est venue de façon douloureuse confirmer toutes les alertes lancées depuis des années par les personnels de santé. Nos hôpitaux ont été mis en situation de ne plus pouvoir faire face au moindre « plan blanc ».

Ces personnels nous ont rappelé que près d'une centaine d'hôpitaux et près de 70 000 lits ont été fermés en France au cours des 15 dernières années. 14 hôpitaux ont été fermés à Marseille lors des dernières décennies. Dans le même temps ce système a été totalement désorganisé suite à l'abandon par l'Etat de ses prérogatives de régulation (articulation médecine de ville/médecine hospitalière, fin des gardes de nuit, loi HPST...)

A cela s'ajoutent bien sûr, les centaines de milliers de postes supprimés dans tous ces services.

Ces quelques exemples montrent comment une pandémie sévère devient une crise sanitaire majeure, menaçant la vie de centaines de milliers de personnes, parce que des choix politiques ont fortement affaibli les moyens de réaction de nos services publics.

Alors, même si l'heure du bilan n'est pas venue, la CGT 13 exige l'arrêt immédiat de toutes les réformes en cours sur l'ensemble des services publics, quels qu'ils soient. Elle exige aussi que toutes les leçons soient tirées de cette crise et que les pouvoirs s'engagent à revenir sur toutes les réformes qui ont, au fil des années, affaibli nos services publics. Elle exige enfin que tous les moyens soient renforcés pour permettre à l'ensemble de nos services publics de répondre aux besoins des populations, « quoiqu'il en coûte ».

La CGT 13 s'engage à tout mettre en œuvre pour imposer des décisions politiques allant dans ce sens. Elle appelle les travailleurs à défendre dès à présent leurs droits et à construire les futures mobilisations pour renforcer nos biens communs que sont les services publics.